

Partie 3. Quels produits et services financiers pour le milieu rural et agricole ?

1. Les produits et services adaptés à la demande rurale

Une offre de services diversifiée...

Pour faire face à la diversité des besoins de financement rural, la microfinance s'adapte en offrant des services de **crédit**, **d'épargne**, mais aussi des **services «innovants»** comme les produits d'assurance et la gestion des ressources financières des migrants.

...qui nécessite une bonne connaissance du milieu rural

L'adaptation de cette offre de crédit nécessite une bonne connaissance du milieu rural et de ses activités spécifiques comme l'agriculture. Celle-ci est souvent insuffisante au sein des institutions de microfinance. L'évolution vers des logiques financières conduit souvent à recruter un personnel ayant des compétences plus « professionnelles bancaires » qui n'a pas nécessairement une bonne connaissance du milieu agricole. Les outils adaptés à l'analyse des exploitations agricoles, des systèmes d'activités, les outils de suivi des marchés font défaut. Le dialogue avec les structures qui peuvent éventuellement détenir ces informations (organisations professionnelles rurales et agricoles, structures d'encadrement et d'appui au monde rural, ...) est souvent défaillant. Une mauvaise connaissance du milieu rural peut expliquer une offre mal adaptée (faible diversification des produits, mauvaise adaptation aux modalités de la production agricole et rurale (en termes de calendrier, de montants, de modalités de remboursement)).

1. Comment adapter les services de crédit aux spécificités rurales ?

1.1 Un portefeuille de crédits diversifié

Pour répondre à la diversité des activités économiques rurales, il faut une large palette de crédits. Les femmes ayant des petites activités génératrices de revenus auront besoin de crédit de très court terme (1 à 3- 4 mois), de petit montant, avec des échéances de remboursement calquées sur le rythme de leurs activités. Les producteurs agricoles auront besoin de crédit de campagne pour financer les intrants, la main d'œuvre pour la production agricole. Les commerçants auront besoin de crédit de court terme, mais de montant souvent plus important pour financer leur fonds de roulement. Toutes les catégories d'acteurs ont des besoins de financement sociaux (école, santé, urgence). Par ailleurs, pour développer les activités économiques rurales, il faut pouvoir investir dans de l'équipement, des moyens de transport, ce qui engendre des besoins de crédit de moyen terme. L'investissement agricole pourra porter aussi sur des aménagements, des plantations, voire l'achat de foncier, et c'est alors le crédit de long terme qui sera requis.

La diversification du portefeuille de crédit est une nécessité pour les institutions financières :

- elle correspond aux besoins réels des unités économiques, qui sont à la fois agricoles, ruraux, sociaux, de consommation, d'urgence...
- elle autorise un réel choix économique par les producteurs qui investissent alors dans l'activité présentant de leur point de vue, le meilleur rapport de rentabilité / risque et qui deviennent de ce fait, pleinement responsables de leur emprunt

- enfin et surtout, la diversification de portefeuille permet à l'IMF de répartir les risques entre différentes productions agricoles et activités rurales et limite ainsi, dans une certaine mesure, l'impact des risques co-variants sur la production agricole.

Mais cette diversification peut être difficile à réaliser, quand les activités économiques d'une zone sont elles –mêmes faiblement diversifiées. Elle peut entraîner par ailleurs des coûts significatifs (coût de conception, adaptation du système d'information à différents produits, coûts du suivi...).

Les exemples d'institutions de microfinance rurale offrant une très large palette de crédits sont relativement rares. Les cas des réseaux **FECECAM au Bénin**, **CECAM de Madagascar** et **Kafo Jiginew au Mali** sont intéressants de ce point de vue.

- ▷ La FECECAM du Bénin [BIM du 07 09 1999](#)
- ▷ [Les caisses CECAM à Madagascar](#)
- ▷ L'expérience de Kafo Jiginew au Mali [Dossier Financement de l'exploitation agricole de l'Inter-Réseaux](#)

1.2 Une offre de crédit moyen terme encore insuffisante, malgré des innovations prometteuses

En Afrique de l'Ouest, plus de 90 % des volumes de crédits octroyés à l'agriculture par les institutions de microfinance (IMF) sont des crédits de court terme. Hormis quelques réseaux mutualistes, très peu d'IMF proposent du crédit à moyen terme à l'agriculture. Aucune expérience de crédit de long terme ne semble exister en Afrique de l'Ouest, où elle serait pourtant nécessaire pour financer le renouvellement des cultures pérennes (café, cacao, palmiers...) et le développement de l'arboriculture. De même, les IMF ne financent que très marginalement les besoins de crédit moyen terme des organisations paysannes.

Plusieurs causes concourent au faible développement du crédit moyen terme – et, à fortiori, du long terme - :

- ▷ **des causes techniques** : mauvaise maîtrise du risque, garanties inadaptées
- ▷ **des causes financières** : les IMF manquent de ressources et surtout des ressources longues et stables nécessaires pour le crédit moyen terme, du fait notamment de la faiblesse de l'épargne stable (dépôt à terme)
- ▷ **des causes stratégiques** : les IMF préfèrent arbitrer en faveur d'investissement à court terme dans des secteurs sûrs ; la prise de risque sur le moyen terme nécessite une vision de développement à moyen terme qui fait défaut à nombre d'IMF

Plusieurs expériences de crédit moyen terme apportent néanmoins des résultats encourageants :

- ▷ la FECECAM (Bénin) et Kafo Jiginew (Mali) obtiennent de bons résultats avec une offre de crédits à l'équipement agricole en zone cotonnière ; mais les mécanismes de sécurisation de ces crédits sont étroitement liés au cadre bien maîtrisé des filières coton et risquent d'être remis en cause avec la libéralisation de ces dernières.
- ▷ L'ADRK au Burkina a contribué à l'équipement agricole de la région de polyculture élevage de la région de Kaya avec le crédit moyen terme qu'elle octroie avec des résultats satisfaisants depuis plus de dix ans.

- ▷ Les expériences de location-vente (leasing), crédit bail, restent rares au sein des IMF, mais certaines d'entre elles ouvrent des perspectives intéressantes (CECAM de Madagascar, ANED Bolivie)

1.3 Les taux d'intérêt de la microfinance rurale restent un sujet de controverse

Dans les années 60 et 70, les banques publiques de développement ont largement financé l'agriculture des pays du Sud à travers des financements à taux concessionnels proposés par les Etats. La plupart de ces banques ont cependant fait faillite suite à de graves problèmes de gestion. La libéralisation, en démantelant les derniers systèmes de financement publics agricoles qui subsistaient, a renforcé ce mouvement de retrait du financement concessionnel en faveur de l'agriculture. Depuis les années 90, du fait de la faible décentralisation des banques commerciales et de la réduction drastique des financements publics, dans de nombreuses zones rurales, la microfinance représente la seule offre de services financiers accessible aux populations rurales et aux ménages agricoles. Cependant, les charges sont généralement très élevées pour les institutions de microfinance (IMF) : faibles montants octroyés, dispersion géographique des clients, risques élevés (pas de garanties, activités risquées, en particulier pour l'agriculture). Par ailleurs, les promoteurs de la microfinance sont conscients de l'importance d'offrir un service pérenne. Ainsi, pour atteindre, difficilement, l'équilibre financier en milieu rural, les IMF bien gérées ont souvent besoin de taux d'intérêt sur le crédit de l'ordre de 2 à 3 % par mois.

D'où le débat qui oppose maintenant les partisans d'un service pérenne mais cher (en particulier les opérateurs des IMF), aux tenants de la baisse des taux (certaines ONG, organisations paysannes recourant aux services des IMF, etc.) : pour répondre aux besoins de financement de l'agriculture, les institutions financières peuvent-elle couvrir leurs coûts par les taux d'intérêt ou doivent-elle fixer des taux le plus bas possible ?

Les recommandations sur la question des taux d'intérêt, dégagées lors du séminaire de Dakar qui a rassemblé en 2002 des opérateurs de microfinance, des organisations paysannes, des décideurs, des bailleurs de fonds, des chercheurs, mettent l'accent sur la recherche de réduction des charges de la microfinance, mais aussi sur l'importance de l'éducation financière permettant de comprendre pourquoi les taux de la microfinance sont élevés.

2. La mobilisation de l'épargne rurale, un enjeu majeur pour la microfinance

Les pratiques traditionnelles d'épargne en milieu rural montrent que les besoins en la matière sont nombreux : les ménages épargnent pour faire face à des dépenses prévisibles (épargne dédiée) ou imprévisibles (épargne de précaution), ou en prévision des moments de la vie où les capacités de travail seront insuffisantes pour faire face aux besoins (épargne de cycle de vie), ou encore pour transmettre leur patrimoine aux nouvelles générations (épargne de transmission) ; les entreprises rurales ont besoin d'épargner pour investir ou se préserver des aléas ; les organisations rurales épargnent pour financer leurs activités, leurs investissements, ou pour faire du crédit à leurs membres...

Pour la microfinance, la mobilisation de l'épargne est un enjeu majeur puisqu'elle constitue une partie des ressources financières nécessaires pour faire du crédit.

Cependant, bien que la plupart des institutions de microfinance offre aujourd'hui des services d'épargne, celle-ci reste difficile à mobiliser en milieu rural. Les formes d'épargne traditionnelles (bétail, stock de céréales, tontines...) gardent souvent la préférence des ménages ruraux parce qu'elles sont mieux adaptées à leurs contraintes, qu'elles sont plus souples, plus faciles à maîtriser, et aussi plus rentables...

Les efforts d'innovation se concentrent aujourd'hui sur l'élaboration de produits d'épargne mieux adaptés aux besoins spécifiques des différentes catégories de population (ménages, mais aussi individus composant les ménages qui n'ont pas tous les mêmes besoins, contraintes et pratiques – chefs d'exploitation, femmes, dépendants, jeunes, – entreprises, organisations...) et sur la sécurisation de l'épargne.

Pour aller plus loin

- ▷ La mobilisation de l'épargne par les SFD (Avec références bibliographiques)
[BIM du 29 11 1999](#)
- ▷ Conférence virtuelle sur la mobilisation de l'épargne : quelques éléments de conclusion.
[BIM 10 septembre 2002](#)
- ▷ « Femmes, Microfinance et épargne : quelques propositions tirées de l'analyse des pratiques informelles » [BIM 17 février 2004](#)

3. Pour répondre à la diversité des besoins financiers ruraux, des nouveaux produits et nouveaux services : assurance, gestion des fonds des migrants...

Au delà des services de crédit et d'épargne, la microfinance rurale cherche à répondre à d'autres besoins financiers : les ménages et les individus ont besoin d'assurance pour couvrir les risques de santé, les risques liés à l'activité économique ; les ruraux migrants souhaitent pouvoir valoriser leurs revenus dans leur pays et région d'origine.

L'enjeu pour la microfinance est double : il s'agit d'abord de mieux répondre aux besoins des populations rurales, mais aussi d'étendre et de diversifier son propre portefeuille d'activités et de sécuriser ce portefeuille d'activités : une assurance santé par exemple contribue à sécuriser les activités d'un producteur agricole, et ce faisant à sécuriser le crédit pris pour ces activités.

Cependant, ces innovations ne débouchent pas toujours sur de nouvelles activités pour la microfinance

- ▷ certaines d'entre elles peuvent s'avérer trop coûteuses à mettre en œuvre : c'est le cas des assurances agricoles par exemple
- ▷ d'autres ne sont pas toujours compatibles avec le métier et les structures de la microfinance et gagnent alors à être développées dans de nouvelles structures autonomes : c'est le cas des assurances santé.